

Pour Alain Touraine, il faut prendre très au sérieux la menace de l'islamisme. Cependant, dans nos sociétés, le problème principal ne serait pas l'islam, mais la discrimination.

(photo: www.rta.be)



CULTURES ET SOCIÉTÉ

# Face au risque de désintégration

**woux:** *La mondialisation de l'économie, les nouveaux médias, les migrations intensifient les contacts entre cultures. S'agit-il plutôt d'une rencontre enrichissante ou d'une confrontation?*

**Alain Touraine:** A ce type de question, j'ai une réaction de méfiance. Il est vrai que les différences culturelles jouent un rôle dans les problèmes du monde d'aujourd'hui. Mais peut-on vraiment définir les problèmes en termes de culture? Ne s'agit-il pas, comme dans le passé, de confrontations entre par exemple des nations ou des groupes sociaux - qui, bien sûr, ont aussi des caractéristiques culturelles?

**L'analyse en termes de confrontation entre cultures a pourtant la cote.**

En effet, c'est un discours très fréquemment tenu. C'est l'effet Huntington. Quand il parle de choc des civilisations, ça veut dire avant tout un choc des cultures. Or, prendre la culture comme quelque chose de global, c'est une idée que je crois dangereuse et peu objective. Il n'y a pas naturellement de ces grands ensembles à la fois politiques, sociaux, culturels et économiques qui s'inscriraient à l'intérieur d'une culture. C'est une construction, vers laquelle on peut tendre à certains moments, vers laquelle certains veulent tendre. Et qui a pour conséquence quasi inévitable le clash: djihad contre djihad. C'est dans ce sens-là qu'on est allé ces dernières années. Mais on peut penser que la voie inverse est la bonne:

différencier le plus possible, traiter séparément des problèmes politiques ou économiques. La culture au sens strict, la manière dont l'individu construit son expérience, ne doit pas être interprétée d'un point de vue totalisant.

**Pourtant il y a une ligne de fracture évidente entre la culture occidentale et un islam qui vise à organiser tous les aspects de la vie des gens.**

L'histoire de l'Occident, c'est en quelque sorte l'histoire du refus de la chrétienté. S'il y a quelque chose qui définit le monde occidental, c'est que depuis le 12<sup>e</sup> siècle, il y a la guerre entre l'empereur et le pape, qui continue sous différentes formes jusqu'à aujourd'hui. Ce processus a produit une vision des choses différenciée, avec l'autonomie du politique et différentes formes de laïcité. Face à ce monde, vous avez non pas un monde entièrement organisé autour du religieux, mais bien un appel à la mobilisation générale au nom de l'islam. Ça, ce n'est pas l'islam mais l'islamisme. Il faut prendre très au sérieux cette volonté de créer un système total, opposé à la différenciation à l'occidentale. Le holisme islamiste ne peut conduire qu'à une politique autoritaire et à la guerre.

**Assiste-t-on à une lutte à mort entre Occident et islamisme?**

Ah non, il n'y a aucune raison de donner à cette dimension guerrière un statut supérieur, comme si elle représentait seule la réalité et toute la réalité. Prenez la présence concrète de l'islam

en Europe. Il s'agit de travailleurs immigrés dont les préoccupations sont très éloignées des idées islamistes. Ces gens-là gèrent des problèmes économiques et de discrimination, et accessoirement, de religion.

**Pourtant les tentatives d'interdire le port du voile islamique, notamment en France, ne sont pas critiquées que par les islamistes.**

Certes, mais autour de la loi française sur l'interdiction du voile à l'école, il n'y a eu aucune manifestation importante. Cette loi a fait débat - à juste titre -, mais on ne peut pas dire qu'il y ait eu un soulèvement après son adoption. Après des femmes musulmanes avec lesquelles j'en ai parlé, j'ai constaté un attachement à la religion, une défense au voile dans une certaine mesure, mais pas un sentiment de l'inacceptable.

**En tenant compte de ces conflits, quel "vivre ensemble" est possible?**

**Alain Touraine**

C'est d'abord pour ses études de terrain des mouvements sociaux qu'est connu le sociologue français Alain Touraine (81). Il a notamment publié "Pourrions-nous vivre ensemble? Egaux et différents", sur la manière de concevoir une société multiculturelle. Il a été membre de la commission Stasi, qui a fait des propositions lors du débat autour du voile islamique. Touraine est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Nous publions cette interview à l'occasion de la conférence-débat avec Iring Fetscher "Cultures et cohésion sociale dans la mondialisation: vers un nouveau 'Vivre Ensemble'?", qui a eu lieu le jeudi 16 novembre.

En France, nous sommes entrés dans un processus de désintégration sociale: rejet d'une minorité par une majorité d'un côté, repli de cette minorité dans une attitude communautariste de l'autre. Ce dernier aspect est le plus visible. Ainsi le contrôle des jeunes filles par les familles est beaucoup plus dur qu'il y a dix ans. De ce point de vue là, le voile, même s'il peut avoir d'autres significations, constitue un instrument de soumission de la femme.

**Comment arrêter ce processus de désintégration?**

Les Français refusent de reconnaître ouvertement que cette discrimination existe. Or, contre une discrimination négative il faut agir par le moyen d'une discrimination positive. Il y a 30 ans, les Etats-Unis ont connu autour de ces problèmes des crises plus violentes qu'en France. Aujourd'hui, on entend beaucoup moins parler de crises aux Etats-Unis et de plus en plus parler de crises en France. Nous avons laissé la situation pourrir, alors que les Américains ont cherché à appliquer l'idée de discrimination positive. Lorsque le directeur de Sciences-po réserve des places à des étudiants des quartiers défavorisés, il applique la discrimination positive. C'est ce qu'il faut faire.

**Ce principe reste très contesté en France.**

C'est pour ça que je le défends. La discrimination positive a toujours existé en démocratie. La mesure de ce type la plus importante, qui existe dans tous les pays occidentaux, c'est l'impôt sur le revenu progressif. C'est très discriminatoire: plus vous gagnez d'argent, plus votre taux d'imposition augmente. Le but de ce système, la redistribution, n'est autre chose qu'une discrimination positive en faveur des faibles revenus. Le problème, c'est qu'en France, on ne croit qu'aux mesures matérielles: construire une piscine, une ligne de métro vers la banlieue. Ce n'est pas suffisant.

**Par quels moyens peut-on intervenir alors?**

Prenez l'exemple de l'école. La ségrégation y est très forte. Les statistiques montrent qu'en général les bacheliers professionnels et les ZEP - zones d'éducation prioritaires -, c'est des d'enfants d'immigrés à 90 pour cent. Les possibilités d'agir sont à la hauteur du scandale. On dépense aujourd'hui moins par élève dans une "zone prioritaire" que dans le centre-ville. Inverser cet état des choses serait déjà bien. Ensuite, il y a les aspects sociologiques: la relation enseignant-enseigné. Le grand obstacle à l'intégration des gens d'origine immigrée, c'est le système d'enseignement français. Le rôle de l'enseignant ne serait pas de prendre en considération les caractéristiques des élèves, mais juste de leur transmettre des connaissances scientifiques. Face aux jeunes d'origine immigrée, ce système constitue un barrage. Il faudrait transformer la représentation qu'ont les enseignants de leur fonction, les

former pour qu'ils puissent prendre en considération les attributs sociaux, psychologiques et culturels de leurs élèves

**Vous évoquez des mesures à prendre par les institutions. Ne faut-il pas aussi miser sur des mouvements sociaux?**

Ce problème important de la désintégration devrait en effet donner lieu à des mouvements sociaux. Mais pour qu'il y ait mouvement social, il faut qu'il y ait un conflit à propos de ressources valorisées par les deux camps. Dans le monde industriel, les patrons et les syndicats croient à la plus-value, au travail et à l'investissement, et le conflit porte juste sur la répartition des richesses. Or aujourd'hui, nous sommes en présence d'un acteur occidental qui valorise la différenciation, et d'un acteur communautariste, fermé sur lui-même. Les mesures que j'ai évoquées peuvent être considérées comme des préalables à la formation de mouvements sociaux issus de cette population défavorisée. Malheureusement on en est très loin.

**Quel peut être le rôle du mouvement altermondialiste?**

Il s'agit du mouvement le plus important aujourd'hui, mais c'est un mouvement de sommet. Ce sommet a des difficultés à établir un véritable rapport avec sa base, les forums sociaux locaux comme ceux au Brésil. Plutôt qu'une pratique de base, le mouvement a une pratique de masse, tournée vers la contestation d'un certain type d'économie. Cette contestation devient d'ailleurs de plus en plus confuse, puisque les gens du Monde diplomatique qui animent le mouvement sont avant tout antiaméricains. C'est parfaitement leur droit, mais cet antiaméricanisme est très éloigné des préoccupations de la démocratie participative au Brésil ou ailleurs.

**Vous réduisez le discours des altermondialistes à l'antiaméricanisme. Ne critiquent-ils pas d'abord le néolibéralisme?**

C'est juste, mais ce n'est pas cette critique-là qui fait fonctionner ce mouvement. Ce type de discours est relativement répandu. J'ai moi-même toujours estimé que ce qu'on appelle la globalisation n'est qu'une forme extrême du capitalisme. Là, on est très loin du choc des cultures: comment sortir de cet extrême capitalisme? Mais la contestation d'une économie déliée de tout contrôle social ou politique gagne à nouveau du terrain.

**Vous êtes bien optimiste.**

Ce n'est pas de l'optimisme. Juste une impression que dans l'opinion publique mondiale, il y a une conscience de plus en plus forte que les inégalités augmentent, que la précarité se renforce. La tendance à critiquer ce capitalisme sans bornes est bien plus forte qu'il y a dix ou quinze ans.

**Interview: Raymond Klein**